

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

PAYS D'ASIE CENTRALE:

RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN, RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION PAR SOUS-RÉGION

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	ii
POIDS ET MESURES	ii
SIGLES ET ACRONYMES	ii
CARTE DU PAYS: SITES DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA	iii
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA	iv
RÉSUMÉ	v
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE	2
A. Contexte économique des pays	2
B. Secteur agricole	4
C. Pauvreté rurale	5
D. Réduction de la pauvreté rurale – contraintes et options	6
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	6
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LES PAYS	8
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	9
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	9
B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention	11
C. Portée et possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé	12
D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions	13
E. Concertation sur l'action à mener	14
F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille	15
G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile	15
APPENDICES	
I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	4
III. FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITÉS ET MENACES (ANALYSE SWOT)	6
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA EN RELATION AVEC LE PROGRAMME SOUS-RÉGIONAL PROPOSÉ	8
V. ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT (EN COURS ET PRÉVUES)	9

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	tenge (KZT)
1,00 USD	=	138,878 KZT
1,00 KZT	=	0,00720057 USD

Unité monétaire	=	somoni (TJS)
1,00 USD	=	2,81893 TJS
1,00 TJS	=	0,354745 USD

Unité monétaire	=	som (KGS)
1,00 USD	=	44,6373 KGS
1,00 KGS	=	0,0224028 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BAAsD	Banque asiatique de développement
CACILM	Initiative relative à la gestion des terres des pays d'Asie centrale
ACDI	Agence canadienne de développement international
EPIN	Évaluation des politiques et institutions nationales (IDA)
GTZ	Office allemand de coopération technique
IDA	Association internationale de développement (Banque mondiale)
ICARDA	Centre international de recherche agricole dans les zones arides
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
SKFA	Société kirghize de financement agricole
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
SDC	Swiss Development Corporation
APS	Accord de partenariat stratégique pour l'application de la CCD dans les Républiques d'Asie centrale
SRESOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par sous-région
CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

GOUVERNEMENTS DU KAZAKHSTAN, KIRGHIZISTAN ET DU TADJIKISTAN Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Région: Asie et Pacifique

Pays: Kirghizistan

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du don/prêt	Monnaie	Montant du don/prêt approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet de développement de l'élevage ovin	Banque mondiale: IDA	Banque mondiale: IDA	PF	14 sept. 95	02 mai 96	30 juin 03	L - I - 390 - KG	DTS	2 350 000	67%
Projet de services d'appui à l'agriculture	Banque mondiale: IDA	Banque mondiale: IDA	PF	23 avril 98	18 sept 98	30 juin 07	L - I - 473 - KG	DTS	5 900 000	80%

IDA = Association internationale de développement. PF = particulièrement favorables. DTS = droits de tirage spéciaux.

iv

Pays: Kazakhstan

Pas d'opérations

Pays: Tadjikistan

Pas d'opérations

RÉSUMÉ

Contexte général. Un exposé des options et stratégies d'intervention par sous-région pour les Républiques d'Asie centrale se fonde sur une double logique: i) ces pays se heurtent, pour vaincre la pauvreté depuis la désintégration de l'Union soviétique, aux mêmes problèmes bio-physiques et socio-économiques; ii) il est plus rationnel, pour le FIDA, d'élaborer des stratégies d'intervention portant sur une sous-région qui englobe cinq pays, dont trois membres du Fonds, que d'allouer des ressources limitées au cas par cas, ce qui présente le risque que ne soient pas pris en compte les enseignements tirés s'agissant de la dynamique régionale. Les gouvernements de la région ont énormément apprécié le fait que le FIDA voie dans l'Asie centrale une sous-région où il puisse mettre en œuvre un programme-cadre pour sa région Asie et Pacifique, car ils estiment partager un même passé et une même culture. La participation du FIDA à l'Initiative relative à la gestion des terres des pays d'Asie centrale (CACILM) permet également d'effectuer, au niveau sous-régional, un travail axé sur les pays. Les gouvernements de la sous-région ont déclaré souhaiter que le FIDA joue un rôle important dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des buts fixés dans leurs documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et dans leurs stratégies nationales correspondantes. Les pays visés par le présent document sont le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, tous trois membres du FIDA.

Contexte économique. Les économies des Républiques d'Asie centrale ont été soumises à rude épreuve. Après s'être fortement contractée suite à l'effondrement de l'Union soviétique, elles ont désormais renoué avec la croissance. Les pays ont obtenu des résultats très variables, le Kazakhstan enregistrant une meilleure croissance que le Kirghizistan et le Tadjikistan. Les Républiques d'Asie centrale ont également connu, pendant la période étudiée, une croissance démographique variable et, compte tenu de cette croissance, une diminution encore plus forte de leur PIB par habitant.

Malgré les différences relevées, les Républiques d'Asie centrale partagent plusieurs points communs depuis l'effondrement de la structure soviétique et la difficulté ultérieure à passer d'une économie planifiée à l'économie de marché. La dislocation de l'Union soviétique a entraîné l'interruption des sources d'approvisionnement en matières premières, en intrants et en débouchés, ce qui a perturbé la production.

La pauvreté rurale. En Asie centrale, les pauvres sont fortement concentrés dans les zones rurales. Contrairement à ce qu'on observe dans d'autres pays et régions en développement, cependant, les différences de niveau d'instruction entre les pauvres et les non-pauvres ne sont pas très importantes, grâce à la politique d'enseignement universel appliquée à l'époque soviétique. En matière d'emploi, les pauvres ne présentent pas, d'une république à l'autre, les mêmes caractéristiques. Le taux de chômage des pauvres est plus élevé au Kazakhstan qu'au Kirghizistan et au Tadjikistan. Les pauvres dépendent davantage de revenus de subsistance que de revenus monétaires mais, paradoxalement, sont davantage spécialisés dans la production de cultures de rapport. Leur pauvreté peut s'expliquer par l'absence d'accès aux circuits et marchés commerciaux. Les augmentations de production ne se traduisent pas nécessairement par un accroissement du revenu de la population rurale car dans l'agriculture, les termes de l'échange évoluent de façon défavorable, surtout au Kirghizistan.

Stratégies nationales d'élimination de la pauvreté rurale. Les pays ont adopté, pour réduire la pauvreté, des stratégies fondées sur le marché et sur une croissance durable. Le Tadjikistan et le Kirghizistan ont adopté des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, tandis que le Kazakhstan a élaboré une stratégie passant par l'adoption d'une vision à long terme d'élimination de la pauvreté.

Enseignements tirés de l'expérience acquise par le FIDA et par d'autres donateurs. Le FIDA possède une expérience limitée de la région. Cette expérience a consisté à cofinancer deux projets mis en œuvre au Kirghizistan par l'Association internationale de développement (IDA), à savoir le Projet de développement de l'élevage ovin et le Projet de services d'appui agricoles, en cours d'exécution. Par le passé, des exposés des options et stratégies d'intervention par pays ont été élaborés pour le Kirghizistan (1996) et pour le Kazakhstan (1999). L'expérience du FIDA dans la région n'est pas considérable, mais on peut tirer d'importants enseignements de l'expérience qu'y ont acquise d'autres donateurs.

Cadre stratégique du FIDA. Le créneau stratégique du FIDA en Asie centrale a été défini dans les COSOP élaborés pour le Kazakhstan et le Kirghizistan. Les grandes orientations stratégiques sont les suivantes:

- **Gestion des ressources naturelles.** S'agissant des priorités du FIDA, les partenariats stratégiques conclus pour enrayer la désertification soulignent la nécessité de mettre en œuvre des programmes durables de gestion des ressources naturelles dans la région. De tels programmes seront élaborés dans l'esprit de la CACILM et en collaboration avec les partenaires de l'Accord de partenariat stratégique pour l'application de la CCD (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification) en Asie centrale. Il existe d'importantes possibilités d'améliorer la gestion locale des ressources en eau par la formation de groupes d'utilisateurs et l'adoption, dans certaines régions d'Asie centrale, de la méthode de gestion par bassin versant. Le FIDA appuie l'élevage local par l'entremise du programme intégré de gestion du bétail mis en œuvre par le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA). Il continuera de se concentrer son action sur les éleveurs et interviendra davantage dans la gestion participative des parcours.
- **Services de finance rurale et création de microentreprises rurales.** Le secteur de la finance rurale, bien qu'encore en cours de formation, est relativement plus développé au Kirghizistan. En la matière, le FIDA y a acquis une expérience dans le cadre de l'appui qu'il apporte à la Société kirghize de financement agricole et aux services financiers ruraux proposés aux pauvres. Le secteur financier rural a grandement besoin que des donateurs tels que le FIDA l'aident par des fonds, une assistance technique, un appui institutionnel et un appui à la diversification des produits financiers. Les pays de la sous-région d'Asie centrale se sont jusqu'à présent principalement concentrés sur la production agricole et ont quelque peu négligé les rapports qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Conformément à sa stratégie régionale pour l'Asie et le Pacifique, le FIDA encouragera la création de microentreprises menant des activités en exploitation et hors exploitation et renforcera, ce faisant, le pouvoir de négociation des agriculteurs. Il peut partager, avec les gouvernements d'Asie centrale, l'expérience qu'il a acquise dans le cadre des projets qu'il a mis en œuvre dans d'autres régions d'Asie, y compris l'Asie du Sud et de l'Est.
- **Appui à la privatisation des terres, à la réforme agraire et à l'accession des ruraux pauvres à la pleine propriété.** Les pays de la région ont entrepris une réforme agraire et un transfert des droits d'usage aux agriculteurs. Le Kirghizistan est le seul pays qui soit parvenu à réaliser une distribution réussie et équitable des terres. Le FIDA pourrait grandement faciliter ce processus grâce à l'expérience qu'il a acquise dans le cadre d'opérations similaires menées dans le Caucase et en Europe de l'Est. Les agriculteurs ont grandement besoin d'aide juridique pour régler les questions relatives au mode d'exploitation. Le FIDA pourrait aussi aider à renforcer les moyens des agriculteurs et à faciliter la création d'associations d'agriculteurs pauvres.
- **Renforcement de la participation locale.** Les gouvernements de la sous-région, qui sont en train de démocratiser les institutions à tous les niveaux, semblent favoriser, pour ce qui est de la conception des projets, un développement axé sur la communauté. À cet égard, le FIDA appuiera la création de moyens de subsistance durables en favorisant la participation des bénéficiaires aux décisions qui déterminent leur existence. C'est également l'une des orientations de sa stratégie

régionale pour l'Asie et le Pacifique. Depuis leur indépendance, les pays de la région ont redynamisé des structures traditionnelles locales telles que le “*jamoat*” (Tadjikistan) et l’“*ailokmatus*” (Kirghizistan). Dans les projets financés par le FIDA, ces structures seront renforcées de façon à accroître leur assurance et leur pouvoir de négociation avec les institutions, y compris les pouvoirs publics et le secteur privé. Le Fonds veillera à ce que les bénéficiaires assument, dans les projets qu'il appuiera, un rôle central.

Cadre provisoire pour les opérations de prêt. Pendant la période visée par le présent document, il est prévu d'octroyer, à des conditions de faveur, un prêt de 15 à 20 millions de USD sur cinq ans au Kirghizistan et au Tadjikistan. La poursuite de la collaboration avec le Kirghizistan sera conditionnée à la réussite du projet mis en œuvre avec la Banque mondiale et la Swiss Development Corporation. Il est également envisagé, en fonction des besoins du Kazakhstan, d'octroyer à ce pays, à des conditions intermédiaires, un prêt de 10 millions de USD sur cinq ans. En attendant, la collaboration avec le FIDA sera axée sur des dons régionaux, l'accent portant principalement sur le développement des capacités des institutions favorables aux pauvres. Le cadre de prêt et le programme de travail à horizon mobile viseront à atteindre les objectifs de la stratégie de pays. Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) déterminera l'allocation de ressources du FIDA aux pays, y compris l'allocation de prêts et de dons à des conditions particulièrement favorables. Dans le cadre de leurs programmes de pays, la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque mondiale accordent au Kirghizistan et au Tadjikistan des financements croissants. Étant donné le poids élevé de la dette de ces deux pays, il faut que le FIDA accroisse ses dons, en particulier pour le développement des capacités, le développement institutionnel et la concertation.

- **Kazakhstan:** la note de performance du secteur rural attribuée aux fins du SAFP est de 3,78, et le score du pays pour 2004 était de 546 877. Pour 2005, le Kazakhstan a reçu en vertu du SAFP une allocation de 1 847 217 USD. Le pays n'est pas noté dans le cadre de l'Évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN) de l'Association internationale de développement.
- **Kirghizistan:** la note obtenue par le pays en 2003 dans le cadre de l'EPIN était de 3,34; la performance du secteur rural était de 3,99; le risque-projet était de 5; la note de performance globale du pays était de 4,21 (8^{ème} sur 33 pays de la région Asie et Pacifique), et son score pour 2004 était de 455 018. Pour 2005, le Kirghizistan a reçu en vertu du SAFP une allocation de 1 536 938 USD.
- **Tadjikistan:** la note obtenue par le pays en 2003 dans le cadre de l'EPIN était de 3,01; la note de performance du secteur rural était de 3,42; la note de performance globale du pays était de 3,29 (26^{ème} sur 33 pays de la région Asie et Pacifique), et son score pour 2004 était de 370 976. Pour 2005, le Tadjikistan a reçu en vertu du SAFP une allocation minimale de 1 million de USD, principalement du fait de sa faible population.

**PAYS D'ASIE CENTRALE:
RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN, RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET RÉPUBLIQUE DU
TADJIKISTAN**

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION PAR SOUS-RÉGION

I. INTRODUCTION¹

1. Un exposé des options et stratégies d'intervention par sous-région (SRESOP) pour les Républiques d'Asie centrale se fonde sur une double logique: i) ces pays se heurtent, pour vaincre la pauvreté depuis la désintégration de l'Union soviétique, aux mêmes problèmes bio-physiques et socio-économiques; ii) il est plus rationnel, pour le FIDA, d'élaborer des stratégies d'intervention portant sur une sous-région qui englobe cinq pays, dont trois membres du Fonds, que d'allouer des ressources limitées au cas par cas, ce qui présente le risque que ne soient pas pris en compte les enseignements que l'on pourra tirer s'agissant de la dynamique régionale. Les gouvernements de la région ont énormément apprécié le fait que le FIDA voie dans l'Asie centrale une sous-région où il puisse mettre en œuvre un programme-cadre, car ils estiment partager un même passé et une même culture. La participation du FIDA à la CACILM permet également d'effectuer, au niveau sous-régional, un travail axé sur les pays. Les gouvernements de la région ont déclaré souhaiter que le FIDA joue un rôle important dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des buts fixés dans leurs DSRP et dans leurs stratégies nationales correspondantes. Les pays visés par le présent document sont le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, tous trois membres du FIDA.

2. Le SRESOP a été conçu de façon à prendre en compte les enseignements tirés des opérations que le FIDA mène actuellement dans la région et de celles que d'autres donateurs mènent dans la région et dans des pays de l'ex-Union soviétique ayant un niveau de développement comparable. Il s'inspire du Cadre stratégique du FIDA 2002-2006, de son Rapport sur la pauvreté rurale 2001 et de sa stratégie régionale pour l'Asie et le Pacifique. La stratégie du FIDA pour la région s'est élaborée dans le cadre d'un processus participatif et interactif de partage de données d'expérience et d'inventaire axé sur les activités que le Fonds et d'autres organismes donateurs y mènent actuellement. Elle a également tenu compte des priorités des pays et a tenté de s'aligner sur les DSRP et sur les stratégies de réduction de la pauvreté adoptées par les pays de la région.

3. Un atelier multipartite, auquel ont participé des États Membres, des donateurs et des représentants de la société civile, s'est tenu à Bichkek (Kirghizistan) du 25 au 27 octobre 2004 afin d'examiner l'exposé des options et stratégies d'intervention pour les Républiques d'Asie centrale élaboré par le FIDA. Cet atelier a permis d'orienter ce document et la stratégie de prêt à moyen terme du FIDA dans la région. Les pays ont recensé plusieurs ensembles de priorités: l'appui à l'agriculture et la réforme agraire; un développement et une gestion durables des ressources naturelles; la santé et l'éducation; et le développement de l'infrastructure. Les délégués se sont également déclarés convaincus de la nécessité de démocratiser la vie politique, d'asseoir le développement sur la communauté et d'axer les stratégies sur la population. Un accord général s'est dégagé autour des orientations et options stratégiques énoncées par les deux groupes de participants, à savoir les donateurs/organisations internationales et les pays.

4. Le SRESOP recensera les problèmes communs à l'Asie centrale, élaborera des solutions et proposera un cadre régional de développement rural et de réduction de la pauvreté aux niveaux tant national – dans chacun des pays – que régional. Comme cela a été dit plus haut, les pays de la région présentent plusieurs similarités; leur situation économique et politique, cependant, varie, ce qui oblige

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

à agir différemment pour vaincre la pauvreté. L'exposé a pour principal objectif de définir et de proposer une stratégie que le FIDA pourrait appliquer dans la région compte tenu des priorités de développement nationales et régionales et des enseignements de projets passés et présents mis en œuvre dans la région et dans d'autres ex-républiques soviétiques par le FIDA et par d'autres donateurs.

5. Les États nouvellement indépendants que sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont nés de la désintégration de l'Union soviétique. Le système d'appui s'est effondré, ce qui a entraîné une spectaculaire contraction de ces économies et, parallèlement, un accroissement de la pauvreté absolue. Ces pays en transition se sont, depuis, rétablis et leur performance économique semble s'améliorer. Ils se heurtent actuellement à plusieurs problèmes, dont un extrémisme islamique sécessionniste et un creusement des inégalités.

6. À elles cinq, les Républiques d'Asie centrale ne comptent que 55 millions d'habitants répartis sur un vaste territoire de 3,9 millions de km², dont seulement 9,8% sont cultivables. Ces pays possèdent des caractéristiques agro-écologiques communes – montagnes, déserts et steppes – et sont tous situés dans le bassin de la mer Aral. Ils varient, cependant, par leur richesse et leur revenu; le Kazakhstan est un pays à revenu moyen, tandis que les quatre autres sont classés comme pays à faible revenu. Même au sein des pays à faible revenu, le Kirghizistan et le Tadjikistan se situent dans le quintile le plus pauvre, tandis que les deux autres figurent dans le quintile supérieur.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE

A. Contexte économique des pays

7. Après leur indépendance, les Républiques d'Asie centrale ont toutes connu une forte diminution de leur PIB pendant au moins cinq ans. La croissance a fait son retour au second semestre de 1990, mais a pris du retard au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Malgré leurs points communs, cependant, ces pays rencontrent des problèmes très différents, ce qui s'explique par la nature des distorsions créées par leur union économique avec l'ex-Union soviétique. Leur performance a considérablement varié pendant la période étudiée. Le Kazakhstan est le seul pays qui puisse prétendre avoir instauré une croissance durable et décente. Au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, les taux de croissance moyens ont stagné pendant un moment. La vive accélération, ces dernières années, de la croissance au Kazakhstan et au Turkménistan a été largement imputable à l'évolution favorable du cours des exportations d'énergie.

8. Les Républiques d'Asie centrale ont connu, au cours de la période étudiée, une croissance démographique variable. Le Kazakhstan, qui avait une faible croissance démographique pendant la période soviétique, a connu une croissance négative d'environ 1% en raison d'une forte émigration. Sur les quatre autres républiques, seul le Turkménistan a conservé une forte croissance démographique. Cette croissance s'est atténuée au Tadjikistan et a fortement diminué au Kirghizistan. Compte tenu de sa croissance démographique, le Kirghizistan a connu, au cours de la décennie, une diminution de plus de 40% de son PIB par habitant, contre 28% pour le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Il est impossible d'estimer la situation du Tadjikistan, car on ne possède, pour le début des années 90, aucune estimation fiable du PIB; il est probable, cependant, que c'est ce pays qui a connu, dans ce domaine, la diminution la plus forte.

9. Le déclin marqué et la lente reprise des Républiques d'Asie centrale résultent principalement de la désintégration de l'Union soviétique. L'union économique fortement autarcique encouragée par le système d'économie planifiée y a favorisé la mise en place de structures de production extrêmement rigides. La désintégration a entraîné la disparition des sources d'approvisionnement en matières premières, des intrants et des débouchés, perturbant ainsi la production. Ces pays dépendaient fortement des transferts provenant de l'ex-Union soviétique. En 1991, l'Ouzbékistan a bénéficié d'un

transfert équivalent à 19% de son PIB, chiffre qui a atteint 47% pour le Tadjikistan. Un fort ralentissement de l'investissement a été observé par rapport à la période soviétique, qui se caractérisait par des taux supérieurs à 30% du PIB. Cet investissement semble avoir culminé au Kazakhstan et au Turkménistan grâce à l'exportation de pétrole et de gaz, bien qu'il eût été d'environ un tiers du PIB en 1990. Dans tous les pays, par conséquent, le taux réel d'investissement a considérablement chuté. Cette chute s'accompagne d'une forte diminution de l'épargne nationale. Ces dernières années, on observe dans ces pays, s'agissant de l'accès aux ressources, un scénario asymétrique. Depuis la hausse des prix du pétrole, en 1999, les recettes d'exportation du Kazakhstan ont considérablement augmenté, ce qui s'est traduit par une forte augmentation de l'excédent courant. Le Turkménistan semble avoir connu une évolution similaire avec, cependant, de moindres profits. Les trois autres républiques souffrent d'une pénurie aiguë de ressources intérieures et extérieures et ont enregistré un déficit de leurs comptes courants. Depuis l'indépendance, les exportations ont fortement fluctué dans toute l'Asie centrale; elles ont connu des changements structurels et tendent à diminuer. Les exportations agricoles traditionnelles, en particulier, ont fortement diminué: en Ouzbékistan, les exportations de coton sont passées de 38% en 1996 à 27% en 2001; au Kazakhstan, celles de céréales ont considérablement diminué; au Kirghizistan, enfin, celles de laine sont très marginales. La région demeure très dépendante de quelques produits d'exportation: le Kazakhstan du pétrole et de métaux, le Kirghizistan de métaux (dont l'or), le Tadjikistan de métaux et du coton, et le Turkménistan de l'énergie. En Ouzbékistan, les exportations sont un peu plus diversifiées mais ne représentent, là aussi, qu'une faible proportion du PIB. Au Kazakhstan, les flux d'investissements étrangers directs ont principalement porté sur les activités relatives à l'énergie. En matière de dette extérieure, la situation de ces pays s'est considérablement détériorée; au Kazakhstan et en Ouzbékistan, le service de la dette dépasse 25% des recettes d'exportation.

Kirghizistan

10. Depuis son indépendance en 1991, le pays s'est employé en priorité à restructurer l'économie afin d'enrayer la rapide contraction qui s'est produite suite à la désintégration de l'Union soviétique et à réduire les prix qui ont flambé suite à leur libéralisation. Dans les années 90, avec l'appui de donateurs occidentaux et internationaux, il a mis en œuvre, malgré certaines hésitations, un programme de réforme économique. L'agriculture et les services forment la base de l'économie kirghize. L'agriculture représente actuellement environ 39% du PIB, mais on s'inquiète de l'importance que prend l'agriculture de subsistance suite à la désintégration de l'économie soviétique, de nombreux travailleurs ayant été licenciés du secteur manufacturier et regagnant les zones rurales. Les services représentent environ 38% du PIB et comprennent principalement le commerce et la restauration, majoritairement aux mains de petites entreprises privées. Le bâtiment et les transports et télécommunications représentent chacun environ 5% du PIB. L'industrie représente 20% du PIB et comprend principalement l'extraction d'or, pratiquée dans la réserve de Kumtor.

Kazakhstan

11. Au Kazakhstan, la réforme économique a été engagée en 1994 et a pris la forme d'un programme de stabilisation, de privatisation et d'investissements étrangers. Cette politique a été mal planifiée, sur fond de crises financières est-asiatique et russe, ce qui a entraîné une dévaluation de la monnaie et une diminution des recettes provenant du pétrole et des métaux. En 1998, le déficit budgétaire consolidé s'est élevé à 10,3% du PIB, contre 8,8% l'année précédente. Le pays a obtenu des résultats économiques inégaux, le PIB réel chutant de 36,1% entre 1990 et 1995. La croissance s'est redressée en 1996, mais l'économie s'est de nouveau effondrée du fait de la crise financière régionale. Elle s'est améliorée en 1999 grâce à l'augmentation des prix mondiaux du pétrole et aux conditions météorologiques favorables, qui se sont traduites par une production agricole accrue. Malgré la croissance économique rapide, la pauvreté rurale est profondément enracinée. Les Kazakhs de souche du sud du pays sont les plus pauvres. L'industrie est le moteur de l'économie, représentant 29,2% du PIB. Ce résultat s'explique, dans une grande mesure, par l'essor du secteur pétrolier

dynamisé par des investissements. Le pétrole a représenté environ 50% de la production industrielle. En 2004, il a été produit 1,1 million d'équivalents barrils par jour. En 2002, l'agriculture employait plus de 35% de la population active, mais ne représentait que 7,9% du PIB.

Tadjikistan

12. La stratégie de réforme économique du Tadjikistan a été élaborée en 1992, le principal objectif étant de passer d'une économie dirigée à une économie de marché. La guerre civile a interrompu ce processus et a, de ce fait, retardé la mise en œuvre de la réforme. Le gouvernement a ensuite engagé une réforme structurelle dans le cadre de trois mécanismes de réduction de la pauvreté et de stimulation de la croissance mis au point par le Fonds monétaire international (FMI). En l'absence de sources intérieures de financement des investissements, le pays dépend fortement de l'appui de donateurs multilatéraux et bilatéraux, qui se sont engagés, en 2001, à verser 430 millions de USD. L'économie tadjik demeure rurale et agricole. Le Tadjikistan est l'ex-république soviétique qui compte le plus grand nombre d'actifs employés dans l'agriculture. Avec 42 kg par personne, cependant, sa production annuelle de céréales est l'une des plus faibles de l'ex-Union soviétique. L'agriculture a souffert de l'accent placé, à l'époque soviétique, sur la monoculture du coton.

B. Secteur agricole

Contexte: la stratégie soviétique de spécialisation agricole de l'Asie centrale

13. L'agriculture de l'Asie centrale doit se comprendre dans le contexte soviétique. La stratégie soviétique visait à créer, dans la région, un mode spécifique de production agricole. Il en a résulté une structure formée d'organisations agricoles collectivisées dans le cadre desquelles les ménages ruraux appartenaient soit à des fermes d'État (*sovkhosze*²), soit à des fermes collectives (*kolkhosze*³). La stratégie soviétique a utilisé ces instruments et cette structure pour favoriser la spécialisation de l'agriculture: le coton au Tadjikistan, en Ouzbékistan et en Turkménistan, le blé au Kazakhstan et la laine au Kirghizistan. Dans l'agriculture, la structure d'incitation a fortement favorisé ces cultures et ces produits. Les fermes détenues et gérées directement par l'État versaient aux ouvriers des salaires fixes, exactement comme les autres entreprises d'État, tandis que les fermes collectives, en principe "détenues" et gérées par leurs membres, rémunéraient les ouvriers selon les points de travail acquis. Les planificateurs soviétiques fondaient ce système de spécialisation sur la notion d'avantage comparatif. On s'est ainsi considérablement écarté, pour affecter les ressources, des principes économiques fondamentaux que sont l'uniformité et la neutralité des incitations. Au Kazakhstan, par exemple, on a étendu la production de céréales aux terres marginales avec de faibles rendements par hectare, tandis qu'au Tadjikistan et en Ouzbékistan, la production de coton a repoussé, dans le cadre de systèmes d'incitation plus neutres, celle potentiellement rentable de céréales. Ces pays ont eu beaucoup de mal à passer de la monoculture à la polyculture.

14. La dislocation de l'Union soviétique et l'indépendance des Républiques d'Asie centrale ont mis fin à cette spécialisation. Le système rigide de planification des intrants et de commercialisation des extrants a disparu, ce qui a encore perturbé la production. Il s'est ensuivi, pendant la première moitié des années 90, une chute brutale de la production agricole suivie, vers la fin de la décennie, d'une lente reprise. Au Kazakhstan, au Tadjikistan et en Turkménistan, la production agricole a chuté bien plus rapidement que le PIB. Au Kirghizistan et en Ouzbékistan, cette production a chuté moins vite que le PIB pendant la première moitié des années 90, puis la situation s'est améliorée dans la seconde moitié de la décennie. La reprise de l'agriculture a été favorisée par la diversification de la production agricole et par la politique de substitution appliquée dans les cinq pays. On l'a vu au Kazakhstan, avec

² Ces fermes étaient gérées directement par l'État, et les ouvriers recevaient des salaires fixes.

³ Les fermes collectives étaient détenues par leurs membres, et les salaires versés étaient fonction de points de travail acquis. La valeur moyenne des points de travail correspondait au montant du "revenu net distribué" divisé par le nombre total de points de travail acquis par tous les ouvriers.

la forte réduction de la production et de l'exportation de blé et de céréales. À l'exception du Kirghizistan, la production et le rendement du coton ont chuté dans toute l'Asie centrale.

15. La désintégration de l'Union soviétique a été suivie d'une intégration progressive des Républiques d'Asie centrale à l'économie mondiale. Ces pays se sont tous ouverts en réduisant leurs tarifs douaniers et en limitant leurs obstacles quantitatifs au commerce. Ils ont progressivement renoncé à contrôler les prix et la distribution et ont levé les obstacles à l'entreprise privée. On ne sait pas clairement, cependant, s'ils sont parvenus à créer un système uniforme et neutre d'incitation exempt de toute distorsion. L'Ouzbékistan et le Turkménistan continuent d'appliquer des quotas de production, tandis que les autres Républiques d'Asie centrale ont cessé de recourir à ces instruments. Le principal motif d'inquiétude est la dégradation des termes de l'échange dans l'agriculture. Aucune estimation directe ne vient étayer cette inquiétude, mais certains éléments semblent indiquer une évolution négative du prix relatif des denrées agricoles. Une analyse utilisant, comme indice, le ratio des prix agricoles sur un déflateur global du PIB fait apparaître, d'année en année, une dégradation rapide au Tadjikistan et légèrement moins rapide au Kazakhstan et au Kirghizistan⁴. Cette dégradation entraîne une chute du pouvoir d'achat de ce secteur. Un autre changement notable du système d'incitation a consisté à taxer le coton davantage que le blé et d'autres céréales. On citera, par exemple, la taxe de 20% appliquée aux exportations de coton au Tadjikistan, tandis qu'aucune taxe comparable n'est appliquée aux céréales. Le prix d'achat public défavorable appliqué en Ouzbékistan et la taxe à l'exportation appliquée au Tadjikistan semblent pénaliser le coton. Cette modification des incitations observée au Kazakhstan ne se retrouve dans aucune autre République d'Asie centrale. L'augmentation de la production de pétrole et de gaz naturel a entraîné une stagnation de l'agriculture car pour l'exportation, la priorité est accordée à ces premiers.

C. Pauvreté rurale

16. En Asie centrale, la pauvreté se concentrait dans les zones rurales. Dans cette région, par conséquent, comme dans tout pays en développement, le programme de réduction de la pauvreté doit se concentrer sur la société rurale. Les pauvres de la région possèdent certaines caractéristiques communes, et d'autres qui sont pauvres aux différents pays. Dans toutes les Républiques d'Asie centrale, ils tendent à avoir des familles plus nombreuses que les non-pauvres. Cependant, contrairement à ce qu'on observe dans d'autres pays en développement, les différences de niveau d'instruction entre les deux groupes ne sont pas très importantes. Au Kirghizistan, par exemple, les pauvres ont en moyenne 9,5 ans de scolarité, contre 10,5 ans pour les non-pauvres, mais leurs ménages ne consacrent à l'instruction que 35% de ce qu'y consacrent les ménages non-pauvres. Généralement, les pauvres ont également une moindre formation professionnelle que les non-pauvres.

17. En matière d'emploi, les pauvres ne présentent pas, d'une république à l'autre, les mêmes caractéristiques. Au Kazakhstan, le taux de chômage est plus élevé chez les pauvres que chez les non-pauvres, mais au Kirghizistan et au Tadjikistan, il est plus faible. En Ouzbékistan, le quintile le plus pauvre de la population a un taux de chômage à peine plus élevé que la moyenne. Ces caractéristiques ne sont pas très difficiles à interpréter. Au Kazakhstan, pays relativement développé, il existe probablement un lien de cause à effet entre chômage et pauvreté, l'absence d'emploi exposant davantage à la pauvreté. Au Kirghizistan et au Tadjikistan, pays bien plus pauvres, il est certainement moins tenable, pour les pauvres, de rester chômeurs. Les pauvres qui se sont spécialisés dans la production de cultures de rapport semblent, dans le même temps, dépendre davantage de revenus de subsistance que de revenus monétaires. Cela semble contradictoire, mais leur pauvreté peut s'expliquer par l'absence d'accès aux circuits et marchés commerciaux.

⁴ Bien que l'on ne dispose pas de mesures sommaires systématiques, de nombreux éléments montrent que dans l'agriculture, les prix des intrants ont augmenté bien plus rapidement que ceux des extrants. Des données pour le début des années 90 confirmant cette tendance au Kazakhstan figurent dans *Food Policy Reforms in Central Asia* de Suresh Babu et Alisher Tashmatov (2000).

18. Les caractéristiques foncières des pauvres ne suivent pas la norme en ceci qu'ils ne possèdent pas moins de terres que les non-pauvres, en particulier au Kirghizistan. Il semble que la réforme agraire égalitaire menée au Kirghizistan ait réduit les inégalités de revenus, mais n'ait pas éliminé la pauvreté.

19. L'effondrement de l'Union soviétique a entraîné la disparition de toute protection sociale face à un développement extrêmement inégal qu'ont aggravé la situation intérieure difficile de certains pays et la capture des ressources par les élites, installant une pauvreté chronique dans la région, en particulier au Tadjikistan et au Kirghizistan. D'après le Chronic Poverty Research Centre, la pauvreté semble, en Asie centrale, accentuer les inégalités entre les sexes et les générations, les familles recourant à tous les moyens pour réduire les coûts, notamment en retirant les filles des écoles pour les marier.

D. Réduction de la pauvreté rurale – contraintes et options

20. Les principales difficultés – regroupées selon les trois catégories d'actifs du cadre stratégique du FIDA – peuvent se résumer comme suit: i) **actifs humains et sociaux**: instabilité socio-politique assortie de tensions croissantes dans certains pays; apparition de taux élevés de criminalité et alarmants de suicide chez les jeunes chômeurs, en particulier les jeunes hommes; capacité institutionnelle limitée et gouvernance médiocre; ii) **actifs productifs et technologie**: base de ressources limitée, menacée par la désertification rapide et la dégradation des sols; mauvaise gestion des ressources forestières; vulnérabilité élevée aux catastrophes naturelles (glissements de terrain, crues soudaines et tremblements de terre); et iii) **actifs financiers et marchés**: économies faibles et vulnérables reposant principalement sur les exportations de matières premières agricoles et le tourisme; diversification limitée des cultures; accès limité, dans les zones rurales, aux services financiers; marchés intérieurs limités; commerce intrarégional réduit; dépendance de l'aide; et présence limitée du secteur privé.

21. De même, les possibilités subjectives de développement peuvent se résumer comme suit: i) **actifs humains et sociaux**: forte identité culturelle; niveaux élevés de développement humain par rapport aux pays à revenu similaire; présence d'ONG, d'organisations à assise communautaire et d'organisations de la société civile; ii) **actifs productifs et technologie**: potentiel de développement; et iii) **actifs financiers et marchés**: développement du commerce intrarégional; développement du commerce avec des partenaires non traditionnels; potentiel de création de microentreprises; et importants moyens financiers et techniques procurés par les envois de fonds et l'aide publique au développement.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

Programmes passés et résultats

Kirghizistan

22. Le Gouvernement kirghiz est, au sein de l'ex-Union soviétique, l'un de ceux qui ont le mieux réussi leur réforme agraire, atténuant ainsi les problèmes structurels de pauvreté et d'inégalité. Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, l'économie kirghize a connu un énorme ajustement. Entre 1991 et 1995, la production et l'emploi ont fortement chuté. Pour corriger ce déséquilibre, le gouvernement a favorisé le développement du secteur financier rural en créant, en 1996, la Société kirghize de financement agricole (SKFA). L'offre de services financiers contribue aussi de façon déterminante à réduire la pauvreté dans le pays. Avec la désintégration de l'Union soviétique, la structure d'appui institutionnel et politique à l'économie a disparu, accroissant les niveaux de pauvreté. En réaction, le gouvernement a élaboré une stratégie de développement humain durable qui dessinait, pour la période 1997-2015, des perspectives à long terme d'amélioration de la gouvernance dans un cadre intégré et global. Plusieurs programmes ont été élaborés en collaboration avec des donateurs et des

organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Kazakhstan

23. Le Gouvernement kazakh est parvenu à réduire la pauvreté en appliquant une solide politique macro-économique qui visait à freiner la croissance de la dette extérieure, à privatiser les petites et moyennes entreprises, à réformer le secteur bancaire et à dynamiser l'agriculture. Il a compris, cependant, que ces réformes avaient entraîné des déséquilibres géographiques dans la répartition de la richesse. Les régions fortement peuplées du sud sont ainsi en retard sur le reste du pays. En 2000, le gouvernement a dévoilé un programme qui visait à combattre la pauvreté et le chômage en favorisant l'emploi d'au moins un membre par famille et en stabilisant et améliorant le niveau de vie. L'objectif était de réduire le chômage de 8,7% en 2002 par rapport à 1999 et de créer – objectif modeste – 165 000 emplois agricoles en trois ans. Conscient des limites de ce programme, le gouvernement a décidé d'élaborer une stratégie de réduction de la pauvreté à plus long terme.

Tadjikistan

24. Le pays a adopté un programme de réformes économiques qui a obtenu d'importants résultats en matière de stabilisation macro-économique et financière. Il a appliqué, avec l'appui de la Banque mondiale, du FMI et d'autres donateurs bilatéraux, un modèle de réduction de la pauvreté axé sur la croissance. La longue guerre civile, qui s'est terminée par un accord de paix signé en 1997, a freiné la reconstruction après l'indépendance. Elle a aggravé la pauvreté et a fortement endommagé le tissu socio-économique du pays. Cette situation a conduit à élaborer, en 1999, en collaboration avec la Banque mondiale et le FMI, une stratégie globale de réduction de la pauvreté qui préfigurait le DSRP.

Politiques futures

Kirghizistan

25. Le Gouvernement kirghiz a adopté, en 2001, un cadre de développement global du pays d'ici à 2010. Ce cadre a pour principaux objectifs d'améliorer la situation politique et sociale et d'instaurer la prospérité économique dans le respect de la liberté, de la dignité humaine et de l'égalité des chances. Cette stratégie à long terme a été conçue de façon à associer la population kirghize. Elle énonce les principaux axes de développement, qui sont la mise en place d'une administration efficace et transparente, la création d'une société équitable, l'instauration d'une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté. Ce processus a été lancé, parallèlement au DSRP pour 2003-2005, par l'élaboration d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Cette stratégie, élaborée avec la Banque mondiale, a notamment pour objectif "d'accroître la possibilité, pour les citoyens, d'avoir un niveau de vie décent et équitable". Elle place l'accent sur les éléments suivants: action systémique contre la pauvreté, intensification du développement durable, prévention des problèmes, lancement d'un processus d'auto-mobilisation, exploitation active des ressources intérieures et unification de la société. La stratégie économique kirghize vise l'instauration d'une croissance durable. Elle visera donc, sur le plan macro-économique, une croissance élevée qui devra grandement contribuer à réduire la pauvreté. Cette orientation a été confirmée dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, qui souligne que la croissance est le fondement de la réduction de la pauvreté dans le pays. Cette stratégie placera fortement l'accent sur la réforme structurelle – diversification de l'économie et mobilisation de l'épargne à des fins d'investissement.

Kazakhstan

26. Le Gouvernement kazakh a élaboré, pour la période 2003-2005, un programme de réduction de la pauvreté dont le but est de consolider les programmes et textes existants qui visent directement ou indirectement cet objectif. Il élabore aussi, actuellement, en collaboration avec la Banque mondiale, la

Banque asiatique de développement (BAsD) et le FMI, une nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté à moyen terme, qui offrira un cadre aux stratégies mises en œuvre dans le pays. Pour le long terme, les axes de développement ont été énoncés dans un document intitulé "Kazakhstan 2030. Prospérité, sécurité et amélioration du bien-être de tous les Kazakhs", qui vise à "instaurer un Kazakhstan indépendant, prospère et politiquement stable caractérisé par l'unité nationale, la justice sociale et le bien-être économique de toute la population".

Tadjikistan

27. Le Gouvernement tadjik a élaboré, en 2001, un DSRP global qui vise à améliorer le niveau de vie de la population et à résoudre les principaux problèmes socio-économiques. Ce DSRP sera mis en œuvre avec les pays donateurs, la BAsD, la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions financières internationales telles que le FIDA. Il a fait l'objet d'une concertation à laquelle ont été associés des organismes publics, la société civile, des donateurs et des chercheurs. Il forme la base de la politique de réduction de la pauvreté. Il a pour objectifs d'accroître les revenus réels, de répartir équitablement les dividendes de la croissance et d'élever le niveau de vie des groupes les plus pauvres de la population. Il comprend quatre volets principaux: i) stimulation d'une croissance accélérée, socialement équitable et à forte intensité de main-d'œuvre, axée sur l'exportation; ii) offre efficace et équitable de services sociaux de base; iii) appui ciblé aux groupes les plus pauvres de la population; et iv) gouvernance efficace et amélioration de la sécurité. Il définit, dans l'optique d'une réduction de la pauvreté, les secteurs qu'il faut privilégier: éducation, santé, protection sociale, agriculture, privatisation, emploi et développement du secteur privé, infrastructure et télécommunications, protection de l'environnement et tourisme.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LES PAYS

Stratégie et opérations actuelles

28. Le portefeuille du FIDA en Asie centrale est en cours de formation et consiste à cofinancer un projet que la Banque mondiale met en œuvre au Kirghizistan. Des exposés des options et stratégies d'intervention par pays ont été élaborés pour le Kirghizistan en 1996 et pour le Kazakhstan en 1999. Le Gouvernement kazakh a, par le passé, hésité à emprunter de l'argent au FIDA. Au Tadjikistan, en raison de la guerre civile, le Fonds n'a pas pu ni lancer des activités, ni élaborer un programme de travail. Le portefeuille du Kirghizistan, quant à lui, fait suite au cofinancement de deux volets du projet de développement de l'élevage ovin mis en œuvre et maintenant achevé par la Banque mondiale.

Enseignements tirés

29. En Asie centrale, l'expérience opérationnelle du FIDA se limite au Kirghizistan. On peut tirer, cependant, d'importants enseignements de l'expérience acquise par d'autres donateurs dans la région.

30. **Services consultatifs ruraux.** Au Kirghizistan, le projet de services d'appui agricoles mis en œuvre par la Banque mondiale et cofinancé par le FIDA et la Swiss Development Corporation (SDC) a obtenu d'excellents résultats pour ce qui est d'élaborer un modèle de services consultatifs ruraux. Ce système s'est transformé en un système collectif de vulgarisation présentant les premiers signes de la viabilité. Depuis l'introduction, dans les services consultatifs ruraux, d'un système contractuel appelé "système de mandats", on a noté une nette amélioration de la planification et de la mesure des résultats.

31. **Finance rurale.** Le secteur de la microfinance a obtenu, au Kirghizistan, de bien meilleurs résultats que dans les autres Républiques d'Asie centrale grâce à la création de la SKFA et à l'introduction d'un modèle innovant conçu par le PNUD. Le FIDA finance, par l'entremise du projet

de services d'appui agricoles, un fonds de développement relevant de la SKFA qui facilite l'accès des ruraux pauvres à des services financiers au moyen d'un mécanisme trilatéral associant le projet, la SKFA et le PNUD, en vertu duquel ce dernier constitue, parmi les bénéficiaires du projet, des groupes d'auto-assistance qu'il met en rapport avec la SKFA.

32. **Création d'organisations locales et faïtières.** Le projet de développement de l'élevage ovin mis en œuvre par la Banque mondiale et cofinancé par le FIDA a joué un rôle déterminant dans la création d'une organisation faïtière: le Collectif kirghiz d'éleveurs de moutons. Ce collectif a résulté de la fédération des coopératives ovines créées dans le cadre du projet financé par le FIDA. Sa création est une première dans le développement rural du Kirghizistan et est conforme à l'engagement pris par le gouvernement de démocratiser les institutions.

33. **Lutte contre la désertification.** Le FIDA est un nouvel acteur de la lutte contre la désertification des Républiques d'Asie centrale par la réalisation des objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD). De nombreux donateurs, dont la BASD, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque mondiale, l'Office allemand de coopération technique (GTZ), l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la SDC, ont activement aidé les gouvernements de la région à élaborer et à mettre en œuvre des programmes d'action nationaux. Alors qu'autrefois, cela se faisait de manière décousue, cela est en train de changer grâce à la création de partenariats de donateurs tels que l'Accord de partenariat stratégique pour l'application de la CCD dans les Républiques d'Asie centrale (APS), auquel le FIDA vient d'adhérer. Afin d'améliorer la coordination des donateurs en Asie centrale, l'APS a été lancé par le Mécanisme mondial de la CCD; ses membres sont le GTZ, la SDC, l'ACDI, la BASD, le FIDA et le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA). Suite à cette mesure, la CACILM a été élaborée dans le cadre du FEM de façon à créer des cadres de programmation par pays pour toutes les Républiques d'Asie centrale.

34. **Décollectivisation et privatisation des terres.** Le démantèlement des fermes collectives a été l'une des transformations les plus radicales qu'aient connues les pays d'Asie centrale dans le domaine rural. Ce processus n'a été mené à bien avec succès qu'au Kirghizistan où, en 1999, suite à une réforme agraire, les droits d'usage de la terre ont été équitablement distribués aux exploitants individuels et aux entreprises agricoles familiales. La Banque mondiale a été le donateur qui a le plus activement appuyé la réforme récemment achevée au Kirghizistan et les initiatives en cours au Kazakhstan et au Tadjikistan. En outre, des donateurs multilatéraux et bilatéraux tels que la BASD, le GTZ, l'ACDI, l'Agence suédoise de développement international et l'IDA des États-Unis apportent également une assistance technique et d'autres formes d'appui aux pays.

35. **Création de microentreprises et d'entreprises agro-industrielles.** Au Kirghizistan, le GTZ a activement appuyé la création de coopératives locales en formant des groupes d'intérêt qui se sont transformés en fédérations pour former des coopératives primaires.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

36. Le FIDA a appuyé et continuera d'appuyer la transition de ces pays d'une économie planifiée vers l'économie de marché. Le Fonds a recensé les activités qu'il faudrait appuyer aux niveaux tant régional que national. Selon les gouvernements et les organisations de la société civile, il faudrait mettre en œuvre, au niveau régional, des activités qui pourraient favoriser l'apprentissage et le partage de connaissances tout en permettant au FIDA de rationaliser sa programmation.

37. Le FIDA propose d'opérer selon deux modalités – aux niveaux national et régional – pour aider les pays à réduire de moitié la pauvreté rurale d'ici à 2015. Ce double mode d'action aura une

incidence sur les prêts accordés par le FIDA dans la région. Il obligera à accorder des prêts et des dons stratégiques et à créer des complémentarités et des synergies avec d'autres programmes donateurs.

Grandes orientations stratégiques

38. **Gestion des ressources naturelles.** S'agissant des priorités du FIDA, les partenariats stratégiques conclus pour enrayer la désertification soulignent la nécessité de mettre en œuvre des programmes durables de gestion des ressources naturelles dans la région. De tels programmes seront élaborés dans l'esprit de la CACILM et en collaboration avec les partenaires de l'APS. Le FIDA lutte davantage contre la désertification dans la région depuis qu'il est membre de l'APS et de la CACILM, qui visent à rationaliser et à harmoniser le cadre institutionnel de lutte contre la désertification. La participation du FIDA à ces initiatives lui permettra de créer, pour ce qui est d'atteindre les objectifs de la CCD, des complémentarités et des synergies avec d'autres programmes donateurs. Le Fonds, qui est l'institution hôte du Mécanisme mondial de la CCD, continuera d'aider les Républiques d'Asie centrale à mettre en œuvre des programmes nationaux. Il a, par l'action qu'il mène dans les pays en développement, obtenu d'importants succès pour ce qui est de favoriser une gestion durable des ressources en eau fondée sur la participation. Il existe d'importantes possibilités d'améliorer la gestion locale des ressources en eau par la formation de groupes d'utilisateurs et l'adoption, dans certaines régions d'Asie centrale, de la méthode de gestion par bassin versant. Le FIDA appuie en outre l'élevage local par l'entremise du programme intégré de gestion du bétail mis en œuvre par l'ICARDA. Il continuera à concentrer son action sur les éleveurs et interviendra davantage dans la gestion participative des parcours.

39. **Services de finance rurale et création de microentreprises rurales.** Le secteur de la finance rurale est toujours en cours de formation. Dans la sous-région, c'est au Kirghizistan qu'il est relativement le plus développé. En la matière, le FIDA y a acquis une expérience dans le cadre de l'appui qu'il apporte à la SKFA et aux services financiers ruraux proposés aux pauvres. Le secteur financier rural a grandement besoin que des donateurs tels que le FIDA l'aident par des fonds, une assistance technique, un appui institutionnel et un appui à la diversification des produits financiers. Les pays de la sous-région d'Asie centrale se sont jusqu'à présent principalement concentrés sur la production agricole et ont quelque peu négligé les rapports qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie. Conformément à sa stratégie régionale pour l'Asie et le Pacifique, le FIDA encouragera la création de microentreprises menant des activités en exploitation et hors exploitation et renforcera, ce faisant, le pouvoir de négociation des agriculteurs. Il peut partager, avec les gouvernements d'Asie centrale, l'expérience qu'il a acquise dans le cadre des projets qu'il a mis en œuvre dans d'autres régions d'Asie, y compris l'Asie du Sud et de l'Est. Il faut, dans l'économie mondialisée, que les agriculteurs puissent affronter la concurrence en améliorant leur chaîne d'approvisionnement et en renforçant leurs liens en amont et en aval des marchés mondiaux. Le FIDA a également acquis une expérience en aidant le Collectif kirghiz d'éleveurs de moutons à valoriser l'industrie lainière.

40. **Appui à la privatisation des terres, à la réforme agraire et à l'accès des ruraux pauvres à la pleine propriété.** Les pays de la région ont entrepris une réforme agraire et un transfert des droits d'usage aux agriculteurs. Le Kirghizistan est le seul pays qui soit parvenu à réaliser une distribution réussie et équitable des terres. Le FIDA pourrait grandement faciliter ce processus grâce à l'expérience qu'il a acquise dans le cadre d'opérations similaires menées dans le Caucase et en Europe de l'Est. Les agriculteurs ont grandement besoin d'aide juridique pour régler les questions relatives au mode d'exploitation. Le FIDA pourrait aussi aider à renforcer les moyens des agriculteurs et à faciliter la création d'associations d'agriculteurs pauvres.

41. **Renforcement de la participation locale.** Les gouvernements de la sous-région, qui sont en train de démocratiser les institutions à tous les niveaux, semblent favoriser, pour ce qui est de la conception des projets, un développement axé sur la communauté. À cet égard, le FIDA appuiera la

création de moyens de subsistance durables en favorisant la participation des bénéficiaires aux décisions qui déterminent leur existence. C'est également l'une des orientations de sa stratégie régionale pour l'Asie et le Pacifique. Depuis leur indépendance, les pays de la région ont redynamisé des structures traditionnelles locales telles que le "jamoat" (Tadjikistan) et l'"ailokmatus" (Kirghizistan). Dans les projets financés par le FIDA, ces structures seront renforcées de façon à accroître leur assurance et leur pouvoir de négociation avec les institutions, y compris les pouvoirs publics et le secteur privé. Le Fonds veillera à ce que les bénéficiaires assument, dans les projets qu'il appuiera, un rôle central.

Thèmes transversaux

42. Plusieurs thèmes transversaux seront abordés dans le cadre des différentes interventions du FIDA:

- **Problématique hommes-femmes.** Un important thème transversal de la stratégie de réduction de la pauvreté rurale dans l'Asie et le Pacifique et du plan d'action pour l'égalité hommes-femmes récemment adopté consiste à "accroître les capacités des femmes afin de favoriser la transformation sociale et le développement agricole". Au Kirghizistan, le Fonds s'emploie à résoudre la problématique hommes-femmes en appuyant la création de groupes d'entraide féminin et en privilégiant les femmes dans l'offre de services consultatifs ruraux. Les pays de la région ont reconnu la nécessité d'améliorer la condition des femmes et d'accroître leur participation à l'économie rurale.
- **Préparation aux situations d'urgence.** En raison de la fréquence des catastrophes naturelles – séismes, sécheresses, glissements de terrain et crues soudaines – qui frappent le Kirghizistan et le Tadjikistan, il faut impérativement que les projets tiennent compte des dangers auxquels sont exposés les bénéficiaires. Il faut par conséquent prévoir, de façon intégrée ou distincte, des fonds d'investissement social et productif, des règles appropriées de renégociation des prêts et certains aspects secondaires des situations d'urgence. Les gouvernements et le FIDA conviendront de l'utilisation des ressources conformément aux conditions édictées dans les documents du projet et dans l'accord de prêt.
- **Envois de fonds.** La population active tadjik est en grande partie – pour près d'un tiers – composée de migrants qui travaillent en Russie et dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique. En 2002, d'après l'Organisation internationale des migrations, 600 000 travailleurs migrants ont envoyé de Russie plus de 230 millions de USD, soit un montant supérieur aux recettes publiques. L'utilisation de ces revenus aux fins de projets de développement est un concept que le FIDA applique avec succès en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il a récemment été noté que le système parallèle d'envois de fonds, dit système "hawala", était utilisé dans la région à des fins de blanchiment d'argent. Pour remédier à cette situation, il faut impérativement que les envois soit utilisés à bon escient, pour des interventions de développement local.

B. Principales perspectives d'innovation et d'intervention

43. Les pays d'Asie centrale doivent relever plusieurs défis, dont le plus important consiste à fonctionner comme des économies de marché démocratiques dans le contexte mondial. S'offriront à eux les possibilités suivantes:

44. **Services d'appui agricole.** La disparition du mécanisme soviétique de fourniture d'intrants a provoqué une crise, les agriculteurs ne parvenant plus à se procurer des intrants de base, des conseils et des informations sur les dernières technologies. Le FIDA est parvenu, avec d'autres donateurs, à combler ce vide en développant, au Kirghizistan, le concept de services consultatifs ruraux. Tout en continuant d'appuyer ce concept, on veillera à le transformer en une institution autonome capable de générer des revenus. Au Kazakhstan et au Tadjikistan, le FIDA peut grandement contribuer, avec le

gouvernement, à développer les services de vulgarisation en élaborant des modèles participatifs axés sur la demande. Ces pays ayant été organisés autour de systèmes de monoculture et étant actuellement confrontés à une rude concurrence mondiale, il faut impérativement améliorer les termes de l'échange, promouvoir un développement rural durable et réduire la pauvreté dans les zones rurales. Il faut passer de systèmes de monoculture à une agriculture diversifiée en développant, en sus des cultures commerciales, l'horticulture et les cultures vivrières. La production de cultures horticoles telles que les fruits et légumes tempérés est une bonne option, les facteurs climatiques et agro-écologiques étant très favorables. L'expérience acquise en Asie centrale par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale pourra être mise à profit pour fournir, dans ces pays, un appui technique aux programmes financés par le FIDA et aux systèmes nationaux de recherche agricole.

45. Création et renforcement d'institutions rurales favorables aux pauvres. Depuis la désintégration de l'Union soviétique, les pays de la région manquent d'institutions rurales représentant de façon appropriée les intérêts des ruraux pauvres. Il a plusieurs fois été tenté de mettre sur pied de telles institutions. Le FIDA a grandement contribué à la création de deux d'entre elles au Kirghizistan: le système de services consultatifs ruraux et le Collectif kirghiz d'éleveurs de moutons. Il doit appuyer la mise en place de services similaires de vulgarisation dans les autres États membres et la création d'institutions viables dans d'autres secteurs du monde rural. Il pourrait aussi aider à renforcer les structures de gouvernance traditionnelles et les structures administratives locales, en particulier au Kirghizistan et au Tadjikistan. Cette démarche serait conforme à l'objectif stratégique du FIDA consistant à renforcer les capacités des ruraux pauvres et à accroître leur pouvoir de négociation.

46. Amélioration de l'accès aux marchés et diversification de la finance rurale. Les ruraux pauvres n'ont pas suffisamment accès aux services financiers de ces pays. Le secteur de la finance rurale est à un stade embryonnaire, manque d'instruments appropriés et de structures d'incitation, et ne dessert pas suffisamment les pauvres. Le FIDA est l'un des principaux promoteurs du développement de la finance rurale au niveau mondial par l'appui qu'il apporte, sous la forme de services d'assistance technique et de moyens financiers, à plusieurs institutions de microfinancement de pays en développement. Il peut grandement contribuer à développer ce secteur dans ses États membres d'Asie centrale.

47. Renforcement des administrations nationales et locales. Depuis leur indépendance, ces pays ont des institutions très faibles et l'appui technique qu'ils reçoivent provient essentiellement de l'extérieur. Il est donc impératif de développer leurs capacités si l'on veut qu'ils puissent mener à bien des programmes de réduction de la pauvreté. Jusqu'à présent, le FIDA a renforcé la capacité des systèmes nationaux de recherche agricole par l'entremise du programme intégré de gestion du bétail mis en œuvre par l'ICARDA. Cette démarche serait étendue, au-delà de ces systèmes, à d'autres institutions de développement rural.

48. Facilitation du co-apprentissage et du développement sous-régionaux entre les Républiques d'Asie centrale. Il faut renforcer les capacités au niveau régional si l'on veut rationaliser l'action que mènent les différents pays et leur permettre de partager des connaissances. On pourrait notamment renforcer les capacités, les institutions et les initiatives qui visent à faciliter la coopération régionale dans plusieurs domaines allant de la réforme agraire à la gestion des bassins versants dans la région.

C. Portée et possibilités de partenariat avec des ONG et le secteur privé

49. Mise en rapport des ONG nationales et des ruraux pauvres. On recense, au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, plusieurs ONG et organisations à assise communautaire qui se consacrent au développement rural. Au Tadjikistan, les ONG s'occupent principalement d'assistance

humanitaire et d'aide aux réfugiés, tandis qu'au Kazakhstan et au Kirghizistan, elles œuvrent à la démocratisation et à la décentralisation du pouvoir. Ces ONG ont généralement une desserte médiocre, certaines d'entre elles opérant comme prestataires de services dans le cadre de projets financés par des donateurs. Le FIDA invitera les ONG à resserrer les liens entre les ruraux pauvres et les marchés, à leur procurer un accès à des services financiers et à faciliter leur accès aux technologies modernes de production et de transformation.

50. **Lutte contre la désertification de l'Asie centrale.** La branche Asie centrale de l'ONG internationale Network on Desertification and Drought⁵ s'emploie activement à résoudre, au niveau local, des problèmes de gestion durable des sols. Le FIDA peut, par l'entremise de l'APS et de la CACILM, aider les ONG de ce réseau et d'autres ONG à résoudre, au niveau local, des problèmes de dégradation des sols et de gestion durable des ressources naturelles.

51. **Collaboration avec les ONG en matière de réforme agraire.** La privatisation des terres d'Asie centrale est un processus très complexe, qui a donné lieu à plusieurs complications. Le FIDA pourrait, avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre et ses partenaires, mettre à profit l'expérience qu'ils ont acquise dans le cadre des réformes agraires entreprises dans le Caucase et en Europe de l'Est. On pourrait notamment donner à la société civile les moyens de faire valoir les droits à la terre, former aux procédures consécutives à la réforme agraire et renforcer l'aptitude des pauvres à obtenir et à conserver l'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles productives. Le FIDA pourrait aider à recenser, dans les Républiques d'Asie centrale, les organisations de la société civile qui pourraient rejoindre la Coalition.

D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions

52. **Accord de partenariat stratégique pour l'application de la CCD dans les Républiques d'Asie centrale (APS).** L'APS offre déjà au FIDA un cadre de partenariat avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux, dont l'ACDI, le Mécanisme mondial de la CCD, le GTZ, la SDC, la BASD et l'ICARDA. La CACILM va encore plus loin pour ce qui est d'élaborer, pour chaque pays, un programme de gestion durable des terres. Ce programme offre au FIDA la possibilité de créer des complémentarités avec les membres de l'équipe spéciale de la CACILM et d'autres parties prenantes dans le cadre de leurs programmes de gestion durable des terres. Cette démarche est conforme au cadre du FEM relatif à la gestion durable des terres que la BASD met en œuvre avec d'autres partenaires, dont le FIDA. Le Fonds tenterait également de créer, dans le cadre de programmes de gestion durable des terres, des complémentarités avec d'autres partenaires de l'APS, dont la BASD.

53. **Banque mondiale.** Le FIDA a considérablement bénéficié des liens de collaboration qu'il a tissés avec la Banque mondiale dans la région. La Banque a servi de point d'entrée au programme que le Fonds met en œuvre en Asie centrale. Le FIDA a déjà participé, avec la Banque, à un programme réussi de cofinancement du projet d'élevage ovin mis en œuvre par cette dernière et au projet actuel de services d'appui agricole. Le Fonds continuera de collaborer avec la Banque dans le cadre de projets communautaires de réduction de la pauvreté dans les pays de la région. Il collaborera également avec la Banque à la mise en œuvre des DSRP dans les pays et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

54. **Nations Unies.** Les organismes des Nations Unies sont, sous la coordination du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, très actifs en Asie centrale. Le PNUD s'occupe de reconstruction post-conflit au Tadjikistan, s'emploie à réduire la pauvreté rurale dans les trois pays et coordonne la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région. Par ailleurs, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'occupe de réinsérer les réfugiés des trois pays, le Programme alimentaire mondial apporte une aide d'urgence au Tadjikistan, et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le Programme des Nations Unies pour

⁵ Réseau mondial d'ONG et d'organisations à assise communautaire qui luttent contre la désertification.

l'environnement et d'autres institutions œuvrent dans leurs domaines respectifs. Il existe, pour le FIDA, de nombreuses occasions de nouer des liens stratégiques avec des institutions des Nations Unies dans le cadre de la CACILM, mais aussi hors de cette dernière. Le Fonds collabore actuellement avec le PNUD au Kirghizistan dans le domaine de la finance rurale, qui pourrait être renforcée en développant ces activités dans le pays. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement permet au FIDA d'harmoniser ses programmes et de créer des complémentarités avec d'autres institutions des Nations Unies afin d'aider les gouvernements tadjik et kirghiz à mettre en œuvre les DSRP et à atteindre, globalement, les objectifs du Millénaire dans ces pays.

55. **Commission européenne.** La Commission européenne possède un portefeuille consacré à l'Asie centrale, les pays visés étant le Kirghizistan et le Tadjikistan. La Commission a manifesté le souhait de collaborer avec le FIDA aux fins des programmes de réduction de la pauvreté dans la vallée de Ferghana (Kirghizistan et Tadjikistan) et dans la région de Khatlon (Tadjikistan). Par l'entremise de son programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants (CEI), elle a signé avec le PNUD, l'Organisation internationale du travail (OIT), le Haut Commissariat pour les réfugiés et la FAO des accords spéciaux de collaboration dans la région. Le PNUD doit élaborer des propositions d'utilisation des 30 millions d'euros alloués par la Commission de 2004 à 2007 pour réduire la pauvreté dans les pays, le Tadjikistan devant recevoir une part plus importante. Le FIDA pourrait envisager de cofinancer des projets de réduction de la pauvreté dans les régions les plus marginalisées du Tadjikistan, telle celle de Khatlon.

56. **Autres donateurs.** Plusieurs autres donateurs internationaux – multilatéraux, bilatéraux et privés – sont actifs dans la région: l'ACDI, l'Agence danoise de développement international, l'Agence japonaise de coopération internationale, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque islamique de développement, la Fondation Soros, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le GTZ, l'IDA des États-Unis, le Ministère du développement international (Royaume-Uni) et le Réseau de l'Aga Khan pour le développement. Le FIDA pourrait chercher à conclure des partenariats avec des donateurs ayant des intérêts similaires et collaborer avec eux en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs mondiaux.

E. Concertation sur l'action à mener

57. Il faut impérativement que le FIDA se concerte avec les gouvernements kazakh, kirghiz et tadjik pour les aider à mettre en place, dans le cadre général de leur politique actuelle et des réformes institutionnelles engagées, un système administratif décentralisant l'autorité, conférant un pouvoir de décision aux communautés rurales et permettant à ces dernières de régler une pléthore de questions, dont des questions de gestion. Le développement des capacités locales et nationales devrait permettre d'engager une concertation sur la décentralisation et l'autonomisation.

58. En collaboration avec ses partenaires, le FIDA nouera, par l'entremise de la CACILM, un dialogue multipartite avec les gouvernements de la région afin d'améliorer le cadre législatif et institutionnel de résolution des problèmes tenant aux liens qui existent entre pauvreté et environnement. Cela pourra se faire en facilitant l'adoption de mesures législatives, administratives et politiques favorisant une utilisation et une gestion judicieuses des ressources naturelles.

59. Le FIDA pourrait également jouer un rôle dans la mise en œuvre des DSRP et appuyer l'élaboration de politiques et de stratégies gouvernementales visant à réduire la pauvreté rurale. Il pourrait, enfin, engager une concertation sur la façon dont les gouvernements pourraient créer et appuyer des organisations civiles efficaces et responsables.

F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille

60. Actuellement, le FIDA cofinance le projet de services d'appui agricoles mis en œuvre au Kirghizistan et prorogé jusqu'au 31 décembre 2006. Les résultats de ce projet ont pâti, en 2004, des plafonnements de décaissement imposés au FIDA par le Ministère des finances pour réduire le coût de l'emprunt, condition fixée à l'octroi, par le FMI, de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Ce problème a, depuis, été résolu et le Ministère a assuré qu'il ne se reproduirait pas.

61. Le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) occupera une place de choix dans les futurs programmes mis en œuvre en Asie centrale. Pour ce faire, on veillera à ce qu'un système approprié de suivi et d'évaluation soit en place et à ce que les exécutants aient reçu la formation nécessaire pour mettre en œuvre le système.

G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile

62. Le FIDA définira ses activités d'investissement tant au niveau des pays qu'au niveau régional en fonction de leur impact sur la réduction de la pauvreté rurale. Vu le faible niveau d'allocation attribué à ces pays dans le cadre du SAFFP, le Fonds recherchera un cofinancement dans le cadre de sa participation à la CACILM et mobilisera des ressources du FEM et des cofinancements auprès d'autres donateurs de la CACILM et membres de l'APS.

Niveau régional

63. Le financement régional consistera à mettre au point plusieurs dons régionaux de montant fiable ou élevé destinés à faciliter le partage de connaissances, l'échange régional de données d'expérience, la création de partenariats et la concertation sur les problèmes régionaux. On citera, comme exemple, le cofinancement du programme régional de formation à la gestion durable des terres, de même que la tenue d'ateliers d'apprentissage croisé sur des thèmes tels que la gestion des ressources naturelles, la création d'institutions locales et la réforme agraire. Les activités régionales viseront précisément à rationaliser l'action menée et à encourager la concertation entre les pays de la région. Les dons régionaux serviront également à financer des activités liées à la CACILM et d'autres initiatives régionales auxquelles le FIDA participe. Le guichet régional sera également utilisé pour financer la participation du FIDA à des programmes régionaux mis en œuvre par les pays – y compris l'Organisation des pays d'Asie centrale – et auxquels la Banque islamique de développement, la BAsD et la Banque mondiale apportent, avec la Russie, un appui technique.

Niveau des pays

64. Pendant la durée du SRESOP, il est prévu d'octroyer, à des conditions de faveur, un prêt de 15 à 20 millions de USD sur cinq ans au Kirghizistan et au Tadjikistan. La poursuite de la collaboration avec le Kirghizistan sera conditionnée à la réussite du projet mis en œuvre avec la Banque mondiale et la SDC.

65. Il est également envisagé, en fonction des besoins du Kazakhstan, d'octroyer à ce pays, à des conditions intermédiaires, un prêt de 10 millions de USD sur cinq ans. En attendant, la collaboration avec le FIDA sera axée sur des dons régionaux, l'accent portant principalement sur le développement des capacités des institutions favorables aux pauvres.

66. Le cadre de prêt et le programme de travail à horizon mobile viseront à atteindre les objectifs de la stratégie de pays. Le SAFFP déterminera l'allocation de ressources du FIDA aux pays, y compris l'allocation de prêts et de dons à des conditions particulièrement favorables. Dans le cadre de leurs programmes de pays, la BAsD et la Banque mondiale accordent au Kirghizistan et au Tadjikistan des financements croissants. Étant donné le poids élevé de la dette du Kirghizistan et du Tadjikistan, il

faut que le FIDA accroisse ses dons à ces deux pays, en particulier pour le développement des capacités, le développement institutionnel et la concertation.

67. **Kazakhstan**: la note de performance du secteur rural attribuée aux fins du SAFP est de 3,78, et le score du pays pour 2004 était de 546 877. Pour 2005, le Kazakhstan a reçu en vertu du SAFP une allocation de 1 847 217 USD. Le pays n'est pas noté dans le cadre de l'Évaluation des politiques et institutions nationales (EPIN) de l'Association internationale de développement (IDA).

68. **Kirghizistan**: la note obtenue par le pays en 2003 dans le cadre de l'EPIN était de 3,34; la performance du secteur rural était de 3,99; le risque-projet était de 5; la note de performance globale du pays était de 4,21 (8^{ème} sur 33 pays de la région Asie et Pacifique), et son score pour 2004 était de 455 018. Pour 2005, le Kirghizistan a reçu en vertu du SAFP une allocation de 1 536 938 USD.

69. **Tadjikistan**: la note obtenue par le pays en 2003 dans le cadre de l'EPIN était de 3,01; la note de performance du secteur rural était de 3,42; la note de performance globale du pays était de 3,29 (26^{ème} sur 33 pays de la région Asie et Pacifique), et son score pour 2004 était de 370 976. Pour 2005, le Tadjikistan a reçu en vertu du SAFP une allocation minimale de 1 million de USD, principalement du fait de sa faible population. Si le Tadjikistan ne relève plus de l'allocation minimale lorsque sera révisé le facteur démographique de la formule du SAFP, il est proposé d'appliquer les scénarios de prêt et les seuils de performance suivants:

Scénario de prêt	Critères de performance ^a	Programme de prêt
Hypothèse de base	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien des conditions s'appliquant au cadre général (EPIN). • Maintien des conditions s'appliquant au cadre sectoriel du développement rural. • Portefeuille du FIDA ne comportant aucun projet présentant des problèmes majeurs ou des risques. 	1 million de USD par an
Hypothèse haute	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions s'appliquant au cadre général (EPIN). • Amélioration des conditions s'appliquant au cadre sectoriel du développement rural, en particulier dans les domaines suivants: cadre politique et juridique des organisations rurales, accès à la terre, accès aux services de vulgarisation, climat d'investissement pour les entreprises rurales et gestion des ressources publiques, et transparence du développement rural. • Portefeuille du FIDA ne comportant aucun projet présentant des problèmes majeurs, mais progressant depuis trois années ou plus. 	Allocation de pays complète en vertu du SAFP

^a L'année de référence est 2004. Les conditions s'appliquant au cadre général et au cadre sectoriel du développement rural renvoient au SAFP.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

KYRGYZSTAN

Land area (km² thousand) 2003 1/	192	GNI per capita (USD) 2003 1/	340
Total population (million) 2003 1/	5.05	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	5.7
Population density (people per km²) 2003 1/	26.3	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	4
Local currency	Kyrgyz Som (KGS)	Exchange rate: USD 1 =	KGS 44.6373
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	1.1	GDP (USD million) 2003 1/	1 909
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	19	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	-1.4
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	8	1993-2003	2.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	59	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	65	% agriculture	39
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	23
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	8
Total labour force (million) 2003 1/	2.31	% services	38
Female labour force as % of total 2003 1/	47	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	17
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	101 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	71
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	12
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	582
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	25 a/	Merchandise imports 2003 1/	717
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	11 a/	Balance of merchandise trade	-135
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	4 a/	before official transfers 2003 1/	-145
Physicians (per thousand people)	3 a/	after official transfers 2003 1/	-26
Population using improved water sources (%) 2002 2/	76	Foreign direct investment, net 2003 1/	46
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	60	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-1 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	13	Total external debt (USD million) 2003 1/	2 021
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	205 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	98
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	105	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	16
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	2 774	Lending interest rate (%) 2003 1/	19
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	5
Arable land as % of land area 2003 1/	7 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	5 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	76 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

APPENDIX I

KAZAKHSTAN

Land area (km² thousand) 2003 1/	2 700	GNI per capita (USD) 2003 1/	1 780
Total population (million) 2003 1/	14.88	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	9.2
Population density (people per km²) 2003 1/	6	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	6
Local currency	Kazakh Tenge (KZT)	Exchange rate: USD 1 =	KZT 138.878
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	-1.0	GDP (USD million) 2003 1/	29 749
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	15	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	n/a
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	10	1993-2003	2.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	63	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	61	% agriculture	8
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	38
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	16
Total labour force (million) 2003 1/	7.51	% services	54
Female labour force as % of total 2003 1/	47	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	11
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	102 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	56
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	1 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	33
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	12 900
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	10 a/	Merchandise imports 2003 1/	8 327
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	4 a/	Balance of merchandise trade	4 573
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	4 a/	before official transfers 2003 1/	-318
Physicians (per thousand people)	4 a/	after official transfers 2003 1/	-39
Population using improved water sources (%) 2002 2/	86	Foreign direct investment, net 2003 1/	2 088
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	72	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-1 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	8	Total external debt (USD million) 2003 1/	22 835
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	30 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	95
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	106	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	35
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	1 075	Lending interest rate (%) 2003 1/	n/a
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	n/a
Arable land as % of land area 2003 1/	8 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	5 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	11 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

APPENDIX I

TAJIKISTAN

Land area (km² thousand) 2003 1/	141	GNI per capita (USD) 2003 1/	210
Total population (million) 2003 1/	6.30	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	9.5
Population density (people per km²) 2003 1/	45	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	n/a
Local currency	Tajik Ruble (TJR)	Exchange rate: USD 1 =	TJS 2.81893
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	0.8	GDP (USD million) 2003 1/	1 553
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	23	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	-5.3
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	7	1993-2003	0.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	76	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	66	% agriculture	24
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	20
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	n/a
Total labour force (million) 2003 1/	2.65	% services	56
Female labour force as % of total 2003 1/	46	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	9
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	110 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	91
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	1 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	-0
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	798
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	36 a/	Merchandise imports 2003 1/	881
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	n/a	Balance of merchandise trade	-83
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	3 a/	before official transfers 2003 1/	-340
Physicians (per thousand people)	2 a/	after official transfers 2003 1/	-41
Population using improved water sources (%) 2002 2/	58	Foreign direct investment, net 2003 1/	32
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	53	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-0 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	10 a/	Total external debt (USD million) 2003 1/	1 166
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	300 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	77
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	135	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	9
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	2 202	Lending interest rate (%) 2003 1/	17
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	10
Arable land as % of land area 2003 1/	7 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	3 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	68 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

LOGICAL FRAMEWORK

1. Goal	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> IFAD enhances its presence in supporting more countries in Central Asia in reducing rural poverty, i.e. Kazakhstan and Tajikistan besides Kyrgyzstan 	<ul style="list-style-type: none"> Increased engagement of IFAD in the countries at the policy level Improved household asset ownership by gender (Results and Impact Management System [RIMS] indicator) Reduced prevalence of child malnutrition by gender (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD Annual Report Government policy documents National Household Sample Surveys PRSPs and National Poverty Reduction Strategies National statistics World Bank and UNDP statistics 	<ul style="list-style-type: none"> Millennium Goals continue to determine national objectives and budget allocations The poor's perception of poverty coincides with the Millennium Goals and IFAD's strategic thrusts Prevalence of political stability
2. Objective			
<ul style="list-style-type: none"> Poverty incidence reduced in CAR countries through implementation of SRESOP. 	<ul style="list-style-type: none"> Sustained access of the rural poor to markets and financial services Grass-roots organizations effectively operating Sustained access of the poor to natural resources and technology 	<ul style="list-style-type: none"> Sector studies Review of policy statements and regulatory framework Monitoring and impact studies Project baseline and completion reports Participatory Impact Assessment reports 	<ul style="list-style-type: none"> Continuous government commitment to rural poverty reduction IFAD's strategic framework continues to inspire project and programme design and implementation
3. Output	Indicators	Means of Verification	Assumptions
3.1. Natural Resource Management <ul style="list-style-type: none"> Sustainable land management initiatives mainstreamed into IFAD's programmatic framework in the CARs in line with the CACILM Participatory community water resource management established Participatory rangeland management promoted 	<ul style="list-style-type: none"> Sustainable land management mainstreamed into SRESOP No. of sustainable land management initiatives adopted in IFAD programmes in the region Improved coordination of national implementers on sustainable land management Increased involvement of the rural poor in natural resource management 	<ul style="list-style-type: none"> Project documents National policy documents Documents prepared by other donors and the GEF 	<ul style="list-style-type: none"> Supportive and enabling environment for coordination and policy implementation Prioritization of sustainable land management initiatives into government policy framework Drawing up of legislation on water resource management

<p>3.2 Rural Financial Services and Development of Rural Microenterprises</p> <ul style="list-style-type: none"> • Large number of previously poor households have access to diversified financial services provided through various institutional set-ups • Access to diversified financial products • Microenterprises promoted for improving forward and backward linkages within agriculture sector • Enhancement of livelihood diversification through promotion of microenterprises 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of viable financial institutions with increased outreach to the poor • Introduction of new diversified products • No. of successful enterprises established 	<ul style="list-style-type: none"> • Financial reports of Banks and multilateral financial institutions • Project reports • Government policy documents 	<ul style="list-style-type: none"> • Prevalence of supportive and enabling environment
<p>3.3 Community Driven Development</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participatory grassroot based institutions fully functional and sustainable • Provision of advisory services based on demand-driven principle 	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthened capacity and increased involvement of the rural poor in decision making process at local level and national level • No. of farmers availing of advisory services 	<ul style="list-style-type: none"> • National statistics • Special studies • Project reports • Evaluation and impact studies 	<ul style="list-style-type: none"> • Coherent decentralisation efforts of the government • Supportive and enabling environment
<p>3.4 Support for the privatization of land and land reform</p> <ul style="list-style-type: none"> • Strengthen national and local governments to undertake cadastral surveys • Providing advice to farmers on legal issues related to land tenure and private ownership • Promotion of establishment of farmer organisations on land tenure reform and strengthen the capacity to enhance bargaining power 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of hectares covered by cadastral survey • No. of farmers availing of legal advice • No. of organisations established • No. of farmers registering as members 	<ul style="list-style-type: none"> • National statistics • Special studies • Project reports • Evaluation and impact studies 	<ul style="list-style-type: none"> • Prevalence of conducive policy environment
<p>3.5 Improving regional learning and knowledge sharing</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conducting regional workshops on thematic issues 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of workshops conducted 	<ul style="list-style-type: none"> • Workshop reports 	

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<p>Overall</p> <ul style="list-style-type: none"> • High level of human development • Strong cultural identity • Indigenous knowledge 	<p>Overall</p> <ul style="list-style-type: none"> • Socio-political instability • Erosion of traditional socio-cultural systems • Weak economies, relying heavily on commodities 	<p>Overall</p> <ul style="list-style-type: none"> • Increasing democratization including improvement of policy framework • Emerging civil society organizations • Expansion of intra-regional cooperation on issues including Aral Sea Basin • Expansion of intra-regional trade • Potential for multistakeholder approach • Large amount of ODA funding made available by multilateral and bilateral agencies • Improving food security 	<p>Overall</p> <ul style="list-style-type: none"> • High vulnerability to desertification and resulting natural calamities • Socio-political risks such as revolutions and civil war
<p>National Governments</p> <ul style="list-style-type: none"> • Strong administrative systems established under Soviet Rule • Legislative authority to back up development priorities • Extensive outreach of representatives 	<p>National Governments</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limited institutional capacity for new role as emerging market economies • High levels of impropriety and graft • In Tajikistan, power is largely centralized • Severe fiscal budgetary constraints except for Kazakhstan 	<p>National Governments</p> <ul style="list-style-type: none"> • Re-orientation of public expenditure towards agriculture and rural development • Preparation of medium-term and long-term development plans • Development of common policies on arresting desertification 	<p>National Governments</p> <ul style="list-style-type: none"> • High turnover of staff to developing NGO's and private sector • Continued control of resources by central administration

<p>NGOs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commitment to work at community level • Important advocacy role on poverty-related and natural resource management related issues • Wide range of NGOs, local, national, regional and international 	<p>NGOs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limited capacity to plan and work together • Dependence on external resource • Limited geographic coverage 	<p>NGOs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Increasing confidence and establishment of coordinating body of regional NGOs especially on UNCCD issues • Strengthening of local governance 	<p>NGOs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Political interference by national governments
<p>Private Sector</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacity to identify investment opportunities 	<p>Private Sector</p> <ul style="list-style-type: none"> • Shortage of investment capital • Market linkages 	<p>Private Sector</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion of a legal environment • Interest in multi-stakeholder approach 	<p>Private Sector</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limited risk-bearing capacity in volatile market conditions

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED SUBREGIONAL PROGRAMME

IFAD'S STRATEGIC FRAMEWORK	IFAD's REGIONAL STRATEGY	SRESOP
<p><u>Vision Statement</u></p> <p>IFAD believes that increasing access to assets (human, social, natural, technological and financial assets) is crucial for broad-based growth and poverty reduction. Thus it fosters social development, gender equity, income generation, improved nutritional status, environmental sustainability and good governance within the following main thrusts:</p> <p><u>Human and social assets</u></p> <p>Strengthening the capacity of the rural poor and their organization</p> <p><u>Financial assets and markets</u></p> <p>Increasing access to financial services and markets</p> <p><u>Productive assets and technology</u></p> <p>Providing equitable access to productive natural resources and technology</p>	<p>Within the corporate thrusts, the Regional Strategy focuses on:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Enhancing women's capabilities in order to promote their role in agricultural development and improve their position in society <input type="checkbox"/> Reducing poverty by enhancing the capabilities of indigenous peoples and other marginalized groups <input type="checkbox"/> Building coalitions of the poor <input type="checkbox"/> Enhancing peace for poverty reduction <input type="checkbox"/> Developing less favoured areas 	<p><u>Human and social assets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Capacity building of grassroots communities to engender greater ownership of development and promote self-reliance <input type="checkbox"/> Women comprising a large part of the target group with SHG's being women focused <p><u>Financial assets and markets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Strengthening micro-finance initiatives, expanding range of micro-finance products to meet needs of the poor <input type="checkbox"/> Strengthening linkages of communities with markets including internal and international <p><u>Productive assets and technology</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Developing sustainable natural resource management strategies for improved access of communities to natural resources <input type="checkbox"/> Sustainable land management for areas characterised by high levels of desertification <input type="checkbox"/> Providing communities access to agricultural support services

ACTIVITIES OF OTHER DEVELOPMENT PARTNERS – ONGOING AND PLANNED

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
Kyrgyzstan				
World Bank (IDA)	Strengthening enabling environment for growth ; accelerating pro-poor development; education and health; financial sector development; infrastructure development	Agricultural Support Services Project	On-going	Strong collaboration with the World Bank through cofinancing of the Sheep Development Project and the ongoing Agricultural Support Services Project Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as both members of the taskforce of the CACILM.
Asian Development Bank	Support to natural resource management; irrigation development; agricultural infrastructure development; private sector development		On-going	Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.
UNDP	Poverty Reduction Programme		On-going	Ongoing partnership within the ambit of the ASSP as UNDP has MOU with IFAD financed RAS of ASSP, for establishment of SHGs and linking them with rural sector banks. Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.
FAO			On-going	Will explore possibilities of involving FAO in design as IDA has done recently to draw on their technical expertise and knowledge.
Other UN Agencies			On-going	Limited scope for developing complementarities. Improved interaction as a result of proactive involvement in UNDAF.
European Bank for Reconstruction and	Infrastructure Development; Rural Finance; Establishment of Markets;		On-going	Initial meeting with senior official of EBRD has expressed interest in

Development	Private Sector Development			collaboration on rural finance in Kyrgyzstan.
Islamic Development Bank			On-going	
USAID	Rural Microenterprise Development; Agrarian Reform		On-going	Identified possibilities of learning from the successful Chemonics implemented project on land reform. Explored potential collaboration in the context of rural enterprise development.
JICA	Agricultural Marketing Infrastructure Development		On-going	Explored possibilities of synergies in the context of development of agricultural processing infrastructure.
GTZ			On-going	Strong complementarity with IFAD SRESOP and high potential for collaboration in the area of rural enterprise/cooperatives development. Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.
DFID	Rural Development; Livelihoods		On-going	Potential exists from learning from and developing complementarities with DFID's country programme.
SIDA	Agricultural sector; institutional reform; land reform		On-going	Increasing aid budget for the sub-region including Kyrgyzstan would provide opportunities for developing collaboration and complementarities. Established contact with SIDA project on input supply support including seed development.

SDC	Focus on rural development; advisory services; livestock development; mountain agriculture	Agricultural Support Services Project	On-going	<p>Good collaboration and partnership since 1998 with the piloting of the rural advisory services model in Sheep Development Project. Instrumental in supporting the development of Rural Advisory Services model within the World Bank initiated ASSP.</p> <p>More potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.</p>
Tajikistan				
World Bank (IDA)	Strengthening enabling environment for growth ; accelerating pro-poor development; education and health; financial sector development; infrastructure development	Community Agriculture and Watershed Management Project	On-going	<p>Established collaboration with the World Bank through cofinancing of the Community Agriculture and Watershed Management Project. Potential for developing complementarities going further.</p> <p>Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as both members of the taskforce of the CACILM.</p>
Asian Development Bank	Support to natural resource management; irrigation development; agricultural infrastructure development; private sector development		On-going	<p>Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.</p> <p>Good potential for cofinancing of rural sector programme with a rural finance focus.</p>
UNDP	Poverty Reduction; Social Sector		On-going	Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.
FAO	Technical Cooperation		On-going	Will explore possibilities of involving FAO in design as IDA has done recently to draw on their technical expertise and knowledge.

				Possibilities of developing operational linkages with FAO's technical cooperation programmes including on livestock and livelihoods.
Other UN Agencies			On-going	Amongst the agencies, IFAD would benefit from collaboration with UNOPS given its experience in implementing projects in the post-civil war situation in Tajikistan.
European Bank for Reconstruction and Development	Infrastructure Development; Rural Finance; Establishment of Markets; Private Sector Development		On-going	Initial meeting with senior official of EBRD has expressed interest in collaboration on rural finance in Tajikistan.
European Commission	Social Sector; Rural Development; Institutional Reform and Governance		On-going	Initial contact established and possibilities of developing complementarities with the Ferghana Valley Programme and other areas.
USAID	Private Sector Development; Rural Finance		On-going	Potential for exploring synergies with ongoing programme on rural finance and private sector development.
JICA	Rural Infrastructure Development; Agricultural Development		On-going	Exploring possibilities of synergies in the context of IFAD's support to the rural sector.
GTZ			On-going	Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.
DFID	Rural Development; Livelihoods		On-going	Potential exists from learning from and developing complementarities with DFID's country programme.
CIDA	Land Reform; Agricultural Development		On-going	Good partnership as a result of being members of SPA and CACILM. Likely to collaborate on areas of land and agrarian reform and institution building at the grassroots level.
SIDA	Agricultural sector; institutional reform; land reform		On-going	Explored possibilities with SIDA's local office in Dushanbe that may yield positive results in terms of collaboration.

SDC	Focus on rural development; advisory services; livestock development; mountain agriculture	Agricultural Support Services Project	On-going	<p>Would look at extending partnership with SDC in Kyrgyzstan to Tajikistan as Bishkek office acts as sub-regional hub.</p> <p>More potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.</p>
Kazakhstan				
World Bank	Agricultural Development; Natural Resource Management		On-going	Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as both members of the taskforce of the CACILM.
Asian Development Bank	Rural Infrastructure Development; Irrigation		On-going	Potential for collaboration on issues related to sustainable land management as partners in SPA and members of the taskforce of the CACILM.